

**MARCHE PUBLIC DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA
COMMUNICATION**

**MARCHE D'ACQUISITION ET DE MAINTENANCE
D'UN NOUVEAU RESEAU CAMPUS POUR LES DIFFERENTS SITES DE LA
BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Version du 02/2025

Table des matières

1	PRESENTATION DE LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE	4
2	OBJET ET FORME DU MARCHÉ	4
2.1	OBJET DU MARCHÉ.....	4
2.2	TRANCHES.....	4
2.3	FORME DU MARCHÉ	5
2.4	PRESTATIONS AU TITRE DE LA PART À COMMANDES	5
3	PIECES CONTRACTUELLES	5
4	DURÉE ET DELAIS D'EXECUTION.....	6
4.1	DURÉE.....	6
4.2	DÉLAIS D'EXECUTION	6
4.3	DURÉE DES BONS DE COMMANDE	6
4.4	POINT DE DÉPART DE LA NOTIFICATION PAR COURRIEL	6
5	CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	6
6	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
6.1	INTERLOCUTEURS.....	6
6.2	CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES	7
7	CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
7.1	SUIVI DE LA PRESTATION.....	7
7.1.1	<i>Réunion de lancement</i>	<i>7</i>
7.1.2	<i>Réunions de suivi</i>	<i>7</i>
7.1.3	<i>Compte-rendu</i>	<i>7</i>
8	OBLIGATION DES PARTIES.....	8
8.1	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	8
8.1.1	<i>Obligations générales du Titulaire</i>	<i>8</i>
8.1.2	<i>Obligation d'information, de conseil et d'alerte.....</i>	<i>8</i>
8.2	OBLIGATIONS DE TRANSFERT DE SAVOIR-FAIRE	8
8.3	OBLIGATIONS DE LA BNF	8
9	VERIFICATION DES PRESTATIONS	9
9.1	LIVRAISON ET MISE EN ORDRE DE MARCHÉ DES PRESTATIONS	9
9.2	PROCÉDURE DE VÉRIFICATION DES POSTES	9
9.2.1	<i>Vérification d'aptitude</i>	<i>9</i>
9.2.2	<i>Vérification de service régulier.....</i>	<i>9</i>
9.2.3	<i>Indisponibilité</i>	<i>10</i>
9.3	DÉCISIONS APRÈS VÉRIFICATIONS.....	11
9.3.1	<i>Décisions concernant les livrables</i>	<i>11</i>
9.3.2	<i>Décisions concernant les prestations de la tranche ferme, des tranches optionnelles ou des prestations à bons de commande.....</i>	<i>11</i>
10	GARANTIE	11
10.1	ASSISTANCE – MAINTENANCE	11
10.2	GARANTIE DE QUALITÉ DE SERVICES ET DE RESPECT DES ENGAGEMENTS	11
10.3	GARANTIE DE COMPATIBILITÉ ASCENDANTE	12
10.4	GARANTIE DE CONFORMITÉ	12
10.5	– GARANTIE DE FOURNITURE D'ÉQUIPEMENTS NEUFS ET À JOUR.....	12
10.6	GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT	12
10.7	GARANTIE RELATIVE AUX VERSIONS LOGICIELS ET AUX ÉDITIONS LOGICIELS.....	12
11	PÉNALITÉS.....	12
11.1	RETARD LIÉ AU DÉLAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE LA TRANCHE FERME ET DES TRANCHES OPTIONNELLES	13

11.2	RETARD LIÉ AUX PRESTATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVE.....	13
12	PRIX	13
12.1	NATURE ET FORME DES PRIX	13
12.2	CONTENU DES PRIX	13
12.3	MODALITÉS D’ACTUALISATION DES PRIX	13
12.4	MODALITÉS DE RÉVISION DES PRIX.....	13
13	MODALITÉS DE PAIEMENT.....	14
13.1	ÉCHÉANCIER DE PAIEMENT	14
13.2	FACTURATION	14
13.3	MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	16
13.4	DÉLAIS DE PAIEMENT	16
14	CLAUDE DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	16
14.1	RETENUE DE GARANTIE	16
14.2	AVANCE.....	16
14.2.1	<i>Pour les tranches :</i>	16
14.2.2	<i>Pour les bons de commande :</i>	16
15	MODIFICATIONS – CLAUDE DE REEXAMEN.....	17
15.1	MODIFICATION DE LA CONSISTANCE DES PRESTATIONS	17
16	SOUS-TRAITANCE.....	17
16.1	DÉSIGNATION DE SOUS-TRAITANTS.....	17
16.2	MODALITÉS DE PAIEMENT DIRECT DES SOUS-TRAITANTS	17
17	TRAITEMENT DES DONNÉES	18
17.1	SECRET PROFESSIONNEL	18
17.2	DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL TRAITÉES PAR LA BNF	18
18	PRESTATIONS SIMILAIRES	18
19	RÉSILIATION	18
20	RESPONSABILITE ET ASSURANCE	19
20.1	RESPONSABILITÉ	19
20.2	ASSURANCE.....	19
21	REGLEMENT DES DIFFERENDS.....	19
22	DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	19

1 PRESENTATION DE LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE

La Bibliothèque nationale de France est un établissement public créé par le décret 94.3 du 3 janvier 1994 aujourd'hui codifié aux articles R341-1 à R341-21 du Code du patrimoine. Elle a repris à sa création les fonds, missions, droits et obligations de la Bibliothèque Nationale.

La BnF a pour missions principales de :

- Collecter, cataloguer, conserver et enrichir tous les champs de la connaissance et le patrimoine national dont elle a la garde ;
- Assurer l'accès du plus grand nombre à ses collections ;
- Développer la coopération nationale et internationale ;
- Assurer la gestion de son patrimoine immobilier.

Dans le cadre de son contrat d'objectifs et de performance, la BnF a défini 4 grandes orientations stratégiques à l'horizon 2030, à savoir :

- Amplifier le partage avec tous les publics d'un patrimoine exceptionnel et vivant
- Enrichir la collecte et la préservation des collections pour garantir, à l'heure du numérique, la constitution d'une mémoire commune
- Renforcer les coopérations avec les réseaux professionnelles en partageant ses expertises, outils et moyens
- S'appuyer sur un modèle de gestion responsable pour remplir efficacement chacune de ses missions.

2 OBJET ET FORME DU MARCHE

2.1 Objet du marché

Le marché a pour objet l'acquisition, la mise en œuvre et la maintenance d'un nouveau réseau campus pour les différents sites de la BnF. L'acquisition concerne principalement des équipements réseaux actifs Ethernet et la connectique associée ainsi que les logiciels nécessaires au bon fonctionnement de la solution proposée.

2.2 Tranches

Conformément à l'article R2113-4 du Code de la commande publique, le marché est décomposé comme suit :

- Tranche ferme : Acquisition du socle technique et mise en œuvre du socle du site François- Mitterrand et des tours T2 et T3 ;
- Tranche optionnelle 1 : Acquisition du socle technique et mise en œuvre de la tour T1 du site François-Mitterrand ;
- Tranche optionnelle 2 : Acquisition du socle technique et mise en œuvre de la tour T4 du site François Mitterrand ;
- Tranche optionnelle 3 : Acquisition du socle et mise en œuvre du site de Richelieu ;
- Tranche optionnelle 4 : Acquisition du socle technique et mise en œuvre pour les sites distants (sites de l'Arsenal, de Sablé, de l'Opéra de Bussy Saint Georges et d'Avignon).
-

Conformément à l'article R. 2113-6 du Code de la commande publique, l'exécution des tranches optionnelles sont subordonnées à une décision expresse d'affermissement du pouvoir adjudicateur, matérialisée par un ordre de service (OS). La décision d'affermissement de chaque tranche sera notifiée par ordre de service durant les 40 premiers mois du marché. Cette décision précisera la date de démarrage de la tranche optionnelle.

Il ne sera pas versé d'indemnité d'attente ou de dédit si la tranche est affermée avec retard ou n'est pas affermée.

2.3 Forme du marché

Le marché est conclu à prix mixtes. Il comprend une part à prix global et forfaitaire ainsi qu'une part à commandes à 40% du montant global et forfaitaire (tranche ferme et optionnelles comprises).

Prestations forfaitaires		Prestations sur la part à commande	
Tranche ferme	Acquisition du socle technique et mise en œuvre du socle du site François-Mitterrand et des tours T2 et T3	UO 1	Maintenance 12 mois de la solution acquise dans la TF (maintenance de tous les matériels et logiciels de la tranche concernée)
Tranche optionnelle 1	Acquisition du socle technique et mise en œuvre de la tour T1 du site François-Mitterrand	UO 2	Maintenance 12 mois de la solution acquise dans la T01 (maintenance de tous les matériels et logiciels de la tranche concernée)
Tranche optionnelle 2	Acquisition du socle technique et mise en œuvre de la tour T4 du site François Mitterrand ;	UO 3	Maintenance 12 mois de la solution acquise dans la T02 (maintenance de tous les matériels et logiciels de la tranche concernée)
Tranche optionnelle 3	Acquisition du socle et mise en œuvre du site de Richelieu	UO 4	Maintenance 12 mois de la solution acquise dans la T03 (maintenance de tous les matériels et logiciels de la tranche concernée)
Tranche optionnelle 4	Acquisition du socle technique et mise en œuvre pour les sites distants (sites de l'Arsenal, de Sablé, de l'Opéra de Bussy Saint Georges et d'Avignon).	UO 5	Maintenance 12 mois de la solution acquise dans la T04 (maintenance de tous les matériels et logiciels de la tranche concernée)

Le présent marché est passé sous la forme d'un appel d'offres ouvert, en application des articles R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

2.4 Prestations au titre de la part à commandes

Au titre de la part à commande, la BnF pourra confier au Titulaire des prestations de maintenance non comprises au forfait. Ces prestations seront passées sur la base du bordereau des prix unitaires annexé au présent marché.

3 PIECES CONTRACTUELLES

Le présent marché est soumis aux dispositions du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/TIC, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes :
 - o Annexe 1 : La demande de paiement sur compte identifié (document non contractuel) ;
 - o Annexe 2 : La demande d'acceptation du ou des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement du ou des contrat(s) de sous-traitance ;
 - o Annexe 3 : La Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
 - o Annexe 4 : Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG/TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique remis par le Titulaire lors de sa soumission ;

- Le plan d'assurance qualité dans sa dernière version validé par la BnF ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Le CCAG-TIC ne sera pas fourni au titulaire du marché. Ce dernier est présumé connu.

Seul l'exemplaire du marché détenu par la BnF fait foi.

Toute réutilisation, commerciale ou non, de l'ensemble des pièces du présent marché est soumise à l'autorisation préalable du service des marchés de la BnF.

4 DURÉE ET DELAIS D'EXECUTION

4.1 Durée

Le marché commence à courir à compter de sa date de notification, jusqu'à la réalisation des prestations, tranches optionnelles affermies comprises dans la limite de 48 mois. **La tranche ferme démarre à la notification du marché.**

4.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution à respecter par le Titulaire sont les suivants :

- Délai entre la notification du marché et l'entrée en vérification d'aptitude de la tranche ferme : 8 mois maximum ;
- Délai entre la décision d'affermissement de la tranche optionnelle 1 et l'entrée en vérification d'aptitude la tranche optionnelle 1 : 8 mois maximum ;
- Délai entre la décision d'affermissement de la tranche optionnelle 2 et l'entrée en vérification d'aptitude de la tranche optionnelle 2 : 6 mois maximum ;
- Délai entre la décision d'affermissement de la tranche optionnelle 3 et l'entrée en vérification d'aptitude de la tranche optionnelle 3 : 6 mois maximum
- Délai entre la décision d'affermissement de la tranche optionnelle 4 et l'entrée en vérification d'aptitude de la tranche optionnelle 3 : 6 mois maximum

4.3 Durée des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés pendant la durée de validité du marché.

Ils sont exécutoires, mêmes après la fin des délais contractuels du marché jusqu'à leur exécution complète dans la limite de 6 mois après la fin du marché.

4.4 Point de départ de la notification par courriel

Lorsque la BnF procède à une notification des bons de commandes par courriel, le Titulaire doit en accuser réception par courriel dans les quarante-huit (48) heures. À défaut de réponse dans ce délai, la notification est réputée acquise à l'expiration de ce délai.

5 CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Le contenu détaillé des prestations, les performances requises à atteindre sont définis au CCTP joint au marché.

6 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 Interlocuteurs

Les interlocuteurs seront désignés dans un délai de quinze jours (15) à compter de la date de notification du marché.

Pour la Bibliothèque nationale de France

Le département des systèmes d'information (DSI) assure le suivi technique pour toute question relevant de l'exécution du marché.

Durant toute la durée du marché, l'interlocuteur du Titulaire sera le chef de projet désigné par la BnF.

Pour le Titulaire

L'interlocuteur de la BnF sera le chef de projet, chargé de l'exécution des prestations. Il pourra être assisté d'un collaborateur pour les questions administratives, à moins qu'il ne cumule l'ensemble de ces responsabilités.

Engagement de continuité des prestations

Sauf cas de force majeure, la continuité des prestations doit être assurée dans les mêmes conditions, de qualité, de délais et de prix durant toute la durée du marché.

La grève du personnel du Titulaire ou de ses éventuels sous-traitants ne constitue en aucune circonstance, un cas de force majeure.

6.2 Considérations environnementales

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du Pouvoir Adjudicateur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Ainsi, les matériels fournis au titre du présent marché doivent garantir à la BnF une basse consommation énergétique et s'adapter aux recommandations, programmes et éventuelles normes qui seraient adoptées par les différentes instances officielles missionnées pour agir dans le domaine du développement durable.

A ce titre, il est demandé au Titulaire de proposer des produits respectant le label Energy Star ou un équivalent.

7 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1 Suivi de la prestation

7.1.1 Réunion de lancement

Une réunion de lancement pourra avoir lieu, sur demande des parties, entre le Titulaire et la BnF, dans les locaux du pouvoir adjudicateur, dans les sept (7) jours suivant la notification du marché.

7.1.2 Réunions de suivi

Des réunions de suivi pourront être provoquées par le responsable technique de la Bibliothèque nationale de France ou proposées par le Titulaire.

Pendant la durée de la phase de mise en œuvre du socle technique pour chacune des tranches, la fréquence des réunions sera au minimum mensuelle.

Pour les prestations à bons de commandes, les réunions de suivi seront à minima trimestrielles.

Pour toute réunion, un ordre du jour complet et explicite devra être fourni par la partie en demande de la réunion. Ces réunions auront lieu aux jours et heures fixés par le pouvoir adjudicateur. Le contenu de ces réunions est indiqué à l'article 9.1.4 dans le CCTP.

7.1.3 Compte-rendu

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé sous deux jours ouvrés à la BnF pour approbation et acceptation suivant la date de réunion. La BnF dispose ensuite d'un délai de 3 jours ouvrés au plus, pour le valider.

Précision sur les réunions

L'ensemble des réunions pourront avoir lieu sur site ou à défaut par visioconférence via l'outil mis en place par la BnF.

8 OBLIGATION DES PARTIES

8.1 Obligations du Titulaire

8.1.1 Obligations générales du Titulaire

La prestation, objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tous points conforme aux exigences définies dans les documents du marché et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs de la BnF toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

Les services proposés devront être conformes à la PSSIE et aux exigences et recommandations de l'ANSSI.

8.1.2 Obligation d'information, de conseil et d'alerte

Le Titulaire est tenu à l'égard de la BnF à une obligation d'information, de conseil, de mise en garde, et d'alerte.

Les parties s'engagent à coopérer pleinement pour la bonne exécution des prestations. Chaque partie communique à l'autre partie toutes les informations en sa possession, nécessaires à la bonne exécution des prestations et répond aux demandes d'information.

Le Titulaire est soumis à une obligation générale d'information quelles que soient les compétences ou les connaissances de la BnF. À ce titre, il veille à remplir ses obligations de renseignement, de mise en garde et de conseil.

En particulier le Titulaire devra :

- Informer, conseiller et mettre en garde le Pouvoir Adjudicateur en ce qui concerne l'exécution des prestations et les décisions relatives à l'exécution des prestations.
- Alerter, dans les meilleurs délais et de manière motivée, le Pouvoir Adjudicateur sur tout événement dont le Titulaire aura connaissance et qui peut, selon le Titulaire, être susceptible d'affecter ses engagements contractuels et notamment le bon déroulement et la bonne fin des prestations,
- Prendre connaissance de tous les documents ou informations techniques qui lui seront communiqués par le Pouvoir Adjudicateur et lui faire part des éventuelles difficultés qu'il pourrait détecter et, le cas échéant, le mettre en garde sur tout oubli ou anomalie constaté,
- Mettre à disposition du Pouvoir Adjudicateur l'ensemble des documents relatifs aux procédures de sécurité à la demande du Pouvoir Adjudicateur,
- Présenter des mesures de sécurité renforcées validées par le Pouvoir Adjudicateur afin de pouvoir accéder à distances aux ressources informatiques du Pouvoir Adjudicateur,
- S'assurer que l'installation, l'exploitation et l'administration des moyens mis en œuvre dans le cadre des prestations sont conformes aux bonnes pratiques et aux règles de sécurité et d'exploitation définies par le Pouvoir Adjudicateur.

8.2 Obligations de transfert de savoir-faire

Outre les obligations définies dans l'article 8.1 du CCAP et dans le cadre des prestations qui seront exécutées, le Titulaire veille à transférer aux équipes de la BnF le savoir-faire nécessaire, et ce pendant toute la durée du marché. Le transfert de savoir-faire consiste d'une manière générale en la communication à la BnF de toute information de quelque nature que ce soit lui permettant d'acquérir progressivement les compétences nécessaires à la bonne exploitation des prestations objets du marché.

8.3 Obligations de la BnF

Le cas échéant, la BnF mettra à disposition du Titulaire tout document et information complémentaire nécessaires à l'exécution du présent marché.

9 VERIFICATION DES PRESTATIONS

Les vérifications décrites des articles 9.1 à 9.2.5 concernent uniquement les prestations issues de la tranche ferme et des tranches optionnelles.

L'article 9 déroge aux articles 32, 33 et 34 du CCAG/TIC.

9.1 Livraison et mise en ordre de marche des prestations

L'installation et la mise en ordre de marche du matériel et des logiciels sont réalisées par le Titulaire.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG TIC, le Titulaire réalisera la mise en ordre de marche dans le délai précisé dans son planning. Ce dernier remettra un procès-verbal de mise en ordre de marche au pouvoir adjudicateur.

9.2 Procédure de vérification des postes

9.2.1 Vérification d'aptitude

La vérification d'aptitude a pour objet de constater que les produits livrés par le Titulaire présentent les caractéristiques techniques et fonctionnelles qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées par le marché et par la documentation du Titulaire.

Les essais et tests seront effectués selon un programme défini d'un commun accord entre le Titulaire et le maître d'ouvrage avant la livraison.

Par dérogation à l'article 33.2.1 du CCAG TIC, le délai imparti à la personne publique pour procéder aux vérifications d'aptitude est de deux mois maximum à compter de la notification de la mise en ordre de marche à la personne publique des prestations.

Si la vérification d'aptitude est négative, la personne représentant le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement ou de rejet. En cas d'ajournement ou de rejet, le délai dont dispose le titulaire pour procéder à une nouvelle livraison est fixé dans la décision.

A l'issue positive de la VA, il est procédé à la vérification de service régulier.

9.2.2 Vérification de service régulier

La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues dans les documents particuliers du marché.

La VSR débute après la signature du dernier procès-verbal de la vérification d'aptitude.

Au démarrage de la VSR, le Titulaire précise à la BnF les coordonnées d'un point de contact et les modalités de prise de contact pour la transmission des anomalies et l'envoi d'un retour d'un accusé de réception.

Par dérogation à l'article 32.4 du CCAG TIC, la durée de la VSR est d'une durée de 3 mois à compter du prononcé de la VA.

Pendant la VSR, le Titulaire doit intervenir et procéder aux corrections des anomalies selon les modalités définies ci-dessous :

Anomalies	Délais de prise en compte (en jours ouvrés)	Délais de correction (en jours ouvrés)
Bloquante	1 jour	4 jours
Majeure	2 jours	6 jours
Mineure	4 jours	10 jours ou au cours des activités de maintenance

Les délais seront évalués à partir de la date de transmission des anomalies au Titulaire.

Le délai de correction d'une anomalie correspond au délai dont dispose le Titulaire pour proposer une solution viable à la BnF.

Le Titulaire doit mettre en œuvre par tous les moyens nécessaires à la correction des anomalies jusqu'à leur correction effective. La période de VSR est suspendue en cas d'anomalie bloquante ou majeure. A l'issue de cette

période, la BnF dispose de sept jours ouvrés pour notifier au Titulaire sa décision.

Si la BnF ne notifie pas sa décision dans le délai de sept jours ouvrés mentionné ci-dessus, le résultat de la vérification de service régulier est considéré comme positif et les prestations sont réputées reçues. A l'issue de la VSR, quand toutes les anomalies sont corrigées, un procès-verbal est établi et signé.

En cas d'impossibilité répétée de prononcer la fin de la VSR, la BnF se réserve la possibilité de prononcer la résiliation du marché dans les conditions prévues au présent CCAP.

On distingue trois types d'anomalies en fonction de l'impact de la non-conformité observée : anomalie bloquante, anomalie majeure, anomalie mineure.

Anomalie bloquante :

Est considérée comme une anomalie bloquante :

- L'exécution d'un traitement impossible ou interrompu anormalement
- Toute anomalie entraînant un blocage de tout ou partie de la solution
- Toute anomalie empêchant de traiter une fonctionnalité prévue
- La mise à jour (création, modification ou destruction de données) ou la consultation défectueuse ou impossible des bases de données
- Une dégradation non acceptable des performances pour l'utilisateur
- Toute régression affectant une ou plusieurs procédures de gestion essentielles fonctionnant correctement dans la version antérieure
- L'apparition de messages systèmes erronés s'ils induisent une action altérant la base de données ou le fonctionnement de l'application

Anomalie majeure :

Est considérée comme anomalie majeure, toute anomalie autorisant le fonctionnement partiel d'une ou plusieurs procédures de gestion et qui peut être contournée par l'utilisateur, mais avec des performances dégradées : dysfonctionnement, non-conformité aux spécifications, au non-respect des critères qualité concernant la production des métadonnées ou la performance de la recherche d'information. Elle s'applique également à toute régression affectant un ou plusieurs actes de gestion non essentiels fonctionnant correctement dans la version antérieure.

Pour les prestations de reprise des données, toute erreur constatée dans la valeur des données reprises est considérée comme anomalie majeure.

Anomalie mineure :

Une anomalie mineure est une non-conformité qui altère principalement l'ergonomie. Il s'agit d'anomalie de fonctionnement ou de présentation permettant toutefois l'utilisation complète du livrable sans apport d'aucun palliatif. L'impact de telles anomalies sur le déroulement des tests est faible. Le titulaire s'engage à corriger les anomalies en respectant les échéances fixées dans les plannings convenus lors de l'élaboration des prestations complémentaires ou au cours des activités de maintenance.

9.2.3 Indisponibilité

Le réseau doit être accessible en continu 24h/24 et 7j/7 avec un taux de disponibilité annuel au moins égal à 99% et un temps d'indisponibilité mensuel cumulé inférieur à 4 heures.

Les services sont indisponibles lorsque, indépendamment du pouvoir adjudicateur et en dehors des travaux d'entretien préventif, leur usage est rendu impossible par le fonctionnement défectueux d'une fonctionnalité qui est incluse dans les solutions.

L'indisponibilité commence à courir à compter de la réception par le Titulaire de la demande d'intervention et s'achève à la remise à disposition du pouvoir adjudicateur des services en état de marche. Toutefois, lorsque les éléments réparés sont à nouveau indisponibles, pour les mêmes causes, dans les huit heures d'utilisation après leur remise en état de fonctionnement, la durée d'indisponibilité est décomptée à partir de la constatation de l'indisponibilité initiale.

Le Titulaire est tenu de faire connaître au pouvoir adjudicateur la durée prévisible de l'indisponibilité au moins une semaine à l'avance lors de travaux planifiés lorsque celle-ci excède à huit (8) heures consécutives.

Procédure de vérification des prestations à bons de commandes (maintenance)

Les prestations seront vérifiées trimestriellement au fur et à mesure de leur exécution, la BnF suivra les incidents survenus et leur délai de résolution. Ces postes feront l'objet de service fait trimestriels.

À la fin de chaque trimestre, à défaut de décision dans un délai de quinze jours, la prestation est réputée admise.

9.3 Décisions après vérifications

9.3.1 Décisions concernant les livrables

À l'issue des opérations de vérification dont les durées sont spécifiées à l'article 9 du présent CCAP, la personne représentant le pouvoir adjudicateur ou son représentant prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues par le CCAG/TIC.

Passé le délai de vérification applicable et dans le silence de la BnF, la décision d'admission des prestations est réputée acquise.

9.3.2 Décisions concernant les prestations de la tranche ferme, des tranches optionnelles ou des prestations à bons de commande

9.3.2.1 Admission

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de la décision d'admission.

9.3.2.2 Ajournement

Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le Titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les prestations mises au point, dans un délai prévu dans la décision.

9.3.2.3 Réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au Titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

9.3.2.4 Rejet

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le Titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le Titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché dans le délai prévu par la décision.

10 GARANTIE

Le Titulaire doit respecter les conditions de la garantie définies à l'article 36 du CCAG TIC.

10.1 Assistance – Maintenance

L'ensemble des opérations d'assistance et de maintenance sont décrits à l'article 8 du CCTP.

10.2 Garantie de qualité de services et de respect des engagements

Le Titulaire s'engage au respect des obligations définies au présent CCAP, au CCTP et dans son offre. Il s'engage notamment à intervenir dans les délais fixés à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du CCAP, 8.3 du CCTP et à respecter les délais de résolution

Si, du fait du Titulaire, le niveau de performance et d'exigence requis dans la qualité des services n'est pas atteint, celui-ci s'engage à effectuer tous les compléments de prestations nécessaires pour tenir cet engagement sans frais supplémentaires.

10.3 Garantie de compatibilité ascendante

Le Titulaire garantit la compatibilité ascendante des versions successives de la solution. La compatibilité ascendante s'entend de la compatibilité des mises à jour et/ou des développements spécifiques réalisés par le Titulaire entre eux avec la solution paramétrée dans ses différentes versions.

10.4 Garantie de conformité

Le Titulaire garantit la conformité de la solution à la documentation associée. A cet égard, en cas de mise à jour ou de nouvelle version de la solution, le Titulaire fournit une mise à jour de la documentation, de façon à maintenir sa conformité à la documentation. Sur la base de cette documentation maintenue à jour, la BnF étant autorisée à utiliser tout ou partie de cette documentation pour réaliser une documentation interne pour ses utilisateurs, elle pourra procéder aux adaptations de cette documentation interne en fonction desdites mises à jour et nouvelles versions.

D'une manière générale, le Titulaire garantit la conformité de la solution et de ses prestations à la documentation, à son offre, aux documents contractuels ainsi qu'aux règles de l'art et aux normes les plus exigeantes en matière de qualité.

10.5 – Garantie de fourniture d'équipements neufs et à jour

Le titulaire s'engage à fournir exclusivement des équipements neufs, jamais utilisés ni conditionnés, et correspondant aux dernières versions disponibles sur le marché au moment de la commande. Il garantit que les équipements livrés intègrent les dernières mises à jour matérielles et logicielles fournies par les constructeurs et éditeurs, et qu'ils sont conformes aux standards technologiques en vigueur au jour de la livraison.

Dans l'hypothèse où un modèle initialement proposé viendrait à être remplacé ou obsolète avant la livraison, le titulaire devra en informer l'acheteur sans délai et proposer un modèle équivalent ou supérieur en termes de performance et de compatibilité, sans modification du prix, sauf accord préalable de l'acheteur.

10.6 Garantie de bon fonctionnement

Pendant toute la durée du marché, le Titulaire garantit que les modifications qu'il apportera à la solution au titre de la garantie n'entraîneront pas :

- l'apparition d'incompatibilités ou de régressions par rapport au système existant ou aux versions antérieurement livrées et recettées ;
- une dégradation des performances (temps de réponse, temps de traitement,) des solutions;
- une baisse du niveau de qualité des solutions ;
- une altération de l'application connexe aux solutions et aux données de la BnF.

Toutefois, si les demandes de modifications transmises par la BnF au Titulaire risquent d'entraîner une de ces dégradations sans qu'une solution de contournement soit possible, le Titulaire devra l'en avertir obligatoirement par écrit et dans les meilleurs délais, en apportant tous les justificatifs nécessaires à l'étalement desdits risques.

Le Titulaire attendra l'accord écrit de la BnF avant d'entreprendre la réalisation de ladite modification. Faute de cette mise en garde, la modification de l'application ne sera pas réceptionnée et le Titulaire en subira toutes les conséquences.

10.7 Garantie relative aux versions logicielles et aux éditions logicielles

Dans le cadre de la maintenance évolutive pour les logiciels fournis au titre du présent marché, le Titulaire doit fournir sans supplément de prix toutes les versions majeures et mineures des logiciels et des éditions. Il fournira également les manuels en langue française décrivant les fonctions modifiées et leurs modalités d'emploi.

Dès qu'une nouvelle version ou édition est disponible, il devra informer la BnF des conséquences sur les équipements matériels et logiciels liées à leur éventuelle installation.

La BnF se réserve la possibilité de ne pas faire installer certaines éditions ou certaines versions du logiciel.

11 PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, la BnF se réserve le droit d'appliquer au Titulaire en cas de manquement à ses obligations contractuelles des pénalités sans mise en demeure préalable.

Elles sont plafonnées à 10% du montant du forfait ou du bon de commande associé.

11.1 Retard lié au délai d'exécution des prestations de la tranche ferme et des tranches optionnelles

Lorsqu'il est imputable au Titulaire, le retard par rapport aux délais d'exécution mentionnés aux articles 4.2 et 9.1.2 du CCAP pourra donner lieu à l'application par le pouvoir adjudicateur d'une pénalité de 150 € par jour ouvré de retard.

Tout jour de retard débuté compte pour un jour plein.

11.2 Retard lié aux prestations de maintenance corrective

Le retard par rapport aux délais, d'appel, d'intervention ou de règlement de la panne donne lieu à l'application de pénalités correspondant à 50€ par heure de retard (pour les sites de François-Mitterrand, Richelieu, Opéra, Arenal et Bussy-Saint-Georges) ou 100€ par jour de retard (pour les sites de Sablé sur Sarthe et Avignon).

Toute heure de retard débutée compte pour une heure pleine.

12 PRIX

12.1 Nature et forme des prix

Le marché est conclu à prix mixtes.

- **Tranche ferme** : les prix sont fermes et non révisables.
- **Tranches optionnelles** (TO 1 à 4) : les prix sont actualisés à chaque date d'affermissement conformément aux dispositions de l'article 12.3.
- **Unités d'Œuvre** - Maintenance (UO-Maintenance) : les prix sont révisés annuellement en appliquant les modalités de l'article 12.4.

La révision s'applique à la date anniversaire de la notification du marché. L'indice de référence est fixé sur l'indice du mois m-4 lors de la date de notification du marché, puis sur celui de m-4 à chaque date d'anniversaire.

12.2 Contenu des prix

Les prix du marché sont exprimés **hors TVA** et incluent toutes les sujétions nécessaires à l'exécution des prestations, notamment :

- Les frais de réunions, visites et déplacements,
- Les frais généraux, impôts et taxes,
- Les mesures compensatoires en cas de défaillance du Titulaire ou de ses sous-traitants.

Le Titulaire est réputé avoir pris en compte tous les éléments nécessaires à l'exécution des prestations, notamment la connaissance des lieux, des conditions d'accès, ainsi que l'exactitude et la cohérence des documents du dossier de consultation.

12.3 Modalités d'actualisation des prix

Les prix des tranches optionnelles (TO 1 à 4) **ne sont pas actualisables avant leur affermissement**.

L'actualisation des prix des tranches optionnelles est réalisée à compter de l'affermissement de celle-ci et selon la formule suivante :

$$Ci = Im-3 / Io$$

Formule dans laquelle :

- Io : indice de référence au mois m-4 du mois d'affermissement,
- Im-3 : indice de référence au mois m-4 du mois de notification du marché.

Indice de référence : Indice FSD1 : Frais et services divers - modèle de référence n°1 (<https://services.lemoniteur.fr/indices-index/331b16ff-ac70-4af2-9a4a-a4e380d369b6>)

12.4 Modalités de révision des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

Les prix des prestations commandées dans le cadre de la part à commande sont **révisables à chaque date anniversaire** du mois de notification du marché, selon la formule suivante :

$$P = P_o \times [0,15 + 0,85 (0,80 \times \text{ICTH-J}/\text{ICTH-J}_o + 0,20 \times \text{FSD1}/\text{FSD1}_o)]$$

Dans laquelle :

P et P_o sont respectivement les prix révisés et les prix de base du marché. Dans

laquelle :

- Index FSD1 et index ICTH-J = La valeur du dernier indice définitif connu au mois de révision du marché, publié par l'INSEE.
- Index FSD1_o et index ICTH-J_o = la valeur du dernier indice définitif connu au mois de notification du marché publié par l'INSEE.

Indice ICTH-J : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Information, communication (NAF rév. 2 section J) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 001565192 (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565192#Tableau>)

Indice FSD1 : Frais et services divers - modèle de référence n°1 (<https://services.lemoniteur.fr/indices-index/331b16ff-ac70-4af2-9a4a-a4e380d369b6>)

13 MODALITÉS DE PAIEMENT

13.1 Échéancier de paiement

Par dérogation à l'article 11 du CCAG/TIC, le paiement s'effectuera conformément à l'échéancier suivant :

Pour la tranche ferme et les tranches optionnelles :

- 80% du montant forfaitaire, après la signature d'un procès-verbal d'admission à l'issue de la vérification d'aptitude ;
- Le solde du montant forfaitaire, après signature d'un procès-verbal d'admission à l'issue de la vérification de service régulier.

Pour les prestations sur la part à commandes :

Les prestations de maintenance seront réglées à terme échu trimestriellement et forfaitairement. Chaque acompte trimestriel correspond au 1/4 du forfait annuel tel qu'il figure dans l'acte d'engagement.

Le paiement intervient sur présentation de la facture et après certification du service fait par le service compétent.

13.2 Facturation

Le Titulaire remet à la BnF une facture précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution du marché.

- La facture doit indiquer, outre la date et le numéro d'identification :
- Le nom ou la raison sociale et adresse des parties ;
- Le numéro d'inscription au Registre du commerce et des sociétés ou au Répertoire des métiers ;
- Le numéro de SIRET ;
- Le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire,
- Les prestations exécutées,
- Le montant hors TVA des prestations exécutées,
- Le taux et le montant de la TVA en vigueur au moment de l'établissement des pièces,
- Le montant total des prestations exécutées toutes taxes comprises,

- La date,
- Les références précises du marché.

La BnF se réserve le droit de renvoyer au Titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions ou d'effectuer une suspension de paiement par manque de pièces qui doivent accompagner la facture.

13.3 Modalités de règlement

Pour l'envoi de vos factures via le portail Chorus, veuillez utiliser les éléments suivants :

- Code Siret BnF : 180 046 252 00177
- Code service : **BSL**

Les numéros d'engagement et de marché seront communiqués dans le courrier de notification du marché ou de l'affermissement des tranches optionnelles. Voir à cet effet le guide Dématérialisation des factures – Portail Chorus Pro, joint au marché.

13.4 Délais de paiement

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai global de trente (30) jours.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le Titulaire du marché ou le sous-traitant, au bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt en vigueur de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne (BCE) majoré de huit (8) points.

14 CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

14.1 Retenue de garantie

Il ne sera pas appliqué de retenue de garantie.

14.2 Avance

14.2.1 Pour les tranches :

Conformément à l'article R2191-63, l'avance est accordée au titulaire du marché lorsque le montant initial de la tranche est supérieure à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution de la tranche est supérieure ou égale à 2 mois.

Sauf en cas de refus du Titulaire indiqué dans l'Acte d'Engagement, en application de l'article 11.1 du CCAG TIC, la BnF retient l'option A.

L'avance est consentie à hauteur de 30 % du montant de la tranche considérée.

- Lorsque la durée d'exécution de la tranche est inférieure à 12 mois, le montant de l'avance est fixé 30 % du montant initial toutes taxes comprises du marché
- Lorsque la durée d'exécution de la tranche est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à 30% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le paiement de cette avance interviendra dans le délai d'un (1) mois à partir de la date de notification du marché ou de l'affermissement de la tranche.

Le remboursement de cette avance se fera conformément à l'article R. 2191-14 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article R. 1291-7 du Code de la commande publique, dès lors que le Titulaire du marché remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, cette dernière est versée sur leur demande aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial de sous-traitance par la BnF. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au Titulaire du marché.

14.2.2 Pour les bons de commande :

Une avance de 5% est prévue pour les bons de commandes annuels émis dans le cadre de la part à commande.

15 MODIFICATIONS – CLAUSE DE REEXAMEN

En application de la R. 2194-1 du code de la commande publique, il peut être fait application des clauses de réexamen stipulées ci-après.

Pour ces modifications, le Titulaire sera avisé par ordre de service avec respect d'un préavis de quinze (15) jours. Les modifications pourront être ensuite entérinées par voie d'avenant.

En cas d'avenant en moins-value l'un des motifs ci-dessous indiqué, le Titulaire ne pourra élever aucune réclamation.

15.1 Modification de la consistance des prestations

La BnF se réserve le droit de réduire et/ou d'arrêter certaines prestations. Le Titulaire sera avisé d'une telle décision un mois avant sa prise d'effet. Les prix forfaitaires correspondants sont calculés dans ce cas, au prorata temporis. Cette disposition donnera lieu à la passation d'un avenant.

Si de nouveaux équipements sont pris en charge et si des équipements existants sont abandonnés en cours d'année, un avenant sera conclu afin d'indiquer le nouveau prix forfaitaire sur la base des prix initiaux du marché.

16 SOUS-TRAITANCE

16.1 Désignation de sous-traitants

Avant tout commencement d'exécution des prestations, le Titulaire doit obtenir du maître d'ouvrage l'acceptation préalable du sous-traitant et l'agrément des conditions de son paiement.

Au cas où le Titulaire envisagerait, de recourir en cours d'exécution du marché à un sous-traitant non prévu initialement, il adresse par mail au maître d'ouvrage, un acte spécial selon le modèle et aux adresses mail qui seront fournies après la notification du marché, accompagné des pièces nécessaires.

Le point de départ du délai d'acceptation est la réception d'un dossier complet par le mandataire du maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG TIC, la notification de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, sera réalisée auprès du seul Titulaire, ce dernier ayant l'obligation de notifier ledit acte spécial à son sous-traitant.

Au cas où le Titulaire, en cours d'exécution du marché, solliciterait l'acceptation de la sous-traitance de prestations ayant déjà fait l'objet d'une acceptation pour un autre opérateur économique, la nouvelle acceptation pourra être refusée pour ce seul motif.

Pour le cas où le Titulaire souhaiterait, en cours d'exécution du marché, diminuer le montant des prestations sous-traitées, il devra à l'appui d'une telle demande fournir une attestation marquant l'accord du sous-traitant.

Les sous-traitants du Titulaire ne pourront eux-mêmes recourir à des sous-traitants (second rang, troisième rang, etc.) qu'après avoir obtenu l'accord du Titulaire et l'acceptation du maître d'ouvrage, au vu notamment des prestations et du montant sous-traité, des capacités du sous-traitant, de la caution personnelle et solidaire prévue à l'article 14 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance, et d'une attestation du Titulaire indiquant que le sous-traitant en a reçu la copie. Les délégations de paiement pour les sous-traitants de second rang ou plus ne seront pas admises.

16.2 Modalités de paiement direct des sous-traitants

L'attestation de paiement à un sous-traitant devra obligatoirement comporter :

- le nom du Titulaire et celui du sous-traitant le cas échéant
- les références de l'acte spécial : N°, montant T.T.C, taux de T.V.A., prestations sous-traitées
- le mois des prestations sous-traitées
- la numérotation de l'attestation (nombre de demandes de paiement présentées sur le même acte spécial)
- le montant T.T.C. à régler directement
- le taux de la T.V.A. appliquée au montant H.T.

17 TRAITEMENT DES DONNÉES

17.1 Secret professionnel

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours des interventions sans limitation de durée conformément aux dispositions de l'article 5 du CCAG-TIC.

17.2 Données à caractère personnel traitées par la BnF

Dans le cadre de l'exécution du marché public, la BnF est amenée à collecter des données à caractère personnel des employés du prestataire Titulaire (ou des membres du groupement) et de ses éventuels sous- traitants et/ou fournisseurs déclarés le cas échéant, ensemble ci-après désignés sous le vocable « les personnels du prestataire ».

La BnF s'engage à traiter ces données à caractère personnel conformément au règlement européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (le Règlement européen sur la protection des données, RGPD), ainsi que toute autre loi applicable en la matière.

Vis-à-vis des traitements de données à caractère personnel précités, la BnF a la qualité de responsable de traitement au sens du RGPD.

Les personnels du prestataire concernés par ce traitement peuvent exercer leurs droits d'accès, de rectification, de limitation et d'effacement des données les concernant auprès du délégué à la protection des données (DPD) de la BnF, à l'adresse suivante : dpd@bnf.fr, en précisant l'objet de leur demande, la référence au présent marché et en justifiant de son identité par tout moyen., étant entendu que certaines données personnelles sont indispensables à l'exécution du marché et ne peuvent de ce fait être effacées.

18 PRESTATIONS SIMILAIRES

La BnF se réserve la possibilité de confier au Titulaire du marché, en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalable.

19 RÉSILIATION

En complément du Chapitre 8 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur pourra mettre fin au présent marché à tout moment et, sauf mise en œuvre d'une indemnité liée aux frais et investissements engagés par le Titulaire et interprétée dans des conditions similaires à celles fixées à l'article 51 du CCAG-TIC, sans aucune autre forme d'indemnité.

En complément de l'article 50 du CCAG-TIC, et de manière équivalente aux dispositions fixées aux articles 48.1, 48.2 et 48.3 du CCAG-TIC, il est précisé qu'aucune indemnité ne sera reconnue au bénéfice du Titulaire lors d'une résiliation pour faute.

Par ailleurs, par dérogation aux articles 47 et 51 du CCAG-TIC, la résiliation pour motif d'intérêt général ne donne lieu à aucune indemnisation forfaitaire au bénéfice du Titulaire. Cette résiliation pour motif d'intérêt général sans indemnisation forfaitaire ne fait toutefois pas obstacle à la mise en œuvre de l'éventuelle indemnité liée aux frais et investissements telle que définie à l'article 51 du CCAG-TIC.

Quelle que soit sa forme, sa motivation, ou son fondement juridique, toute décision de résiliation du présent marché est expresse et notifiée au titulaire par lettre recommandée. Cette résiliation prend effet à la date fixée dans ladite décision ou, à défaut de date mentionnée, à la date de sa notification.

Le cas échéant, en cas de désaccord sur le montant d'une indemnité due, l'article R2191-31 du code de la commande publique s'applique de plein droit.

En outre, en application de l'article 54 du CCAG-TIC et selon les conditions de mise en œuvre prévues, la BnF se réserve la possibilité de procéder à l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire.

20 RESPONSABILITE ET ASSURANCE

20.1 Responsabilité

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur, par le Titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du Titulaire par la BnF, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les fournitures restent la propriété du Titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par la BnF au matériel du Titulaire et causant des dommages à celui-ci.

20.2 Assurance

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra justifier qu'il est possession d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du marché, à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

21 REGLEMENT DES DIFFERENDS

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, la juridiction à saisir est le Tribunal administratif de Paris.

Par dérogation à l'article 55 du CCAG TIC, le différend doit être soumis à l'avis du Comité consultatif national du règlement amiable.

22 DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations aux articles du CCAG-TIC par le présent CCAP sont les suivantes :

Article CCAP	Article CCAG-TIC
3	4.1
9	32, 33 et 34
9.1	29
9.2.3	33.2.1
9.2.4	32.4
11	14
13.1	11
16.1	3.6.2
19	47 et 51
21	55